

Espace public et discriminations

Lucie Antoniol

© Une analyse de l'IRFAM – Liège, 2026 – n°1

FEn Belgique, les Congolais sont la population la plus touchée par le chômage malgré un niveau de qualification élevé par rapport aux autres populations d'origine étrangère : le taux de chômage des ressortissants congolais avoisine les 40 % alors que ce taux tourne autour des 22 % pour les étrangers et de 12 % pour la population totale (CIRE, 2021). Divers facteurs qui permettent d'expliquer ces différences : discrimination à l'embauche, déclassification liée à la non-reconnaissance des diplômes étrangers, inadaptation de l'accompagnement et de l'insertion sur le marché de l'emploi, faits sur lesquels l'IRFAM travaille depuis de nombreuses années. Pour mieux comprendre ces discriminations, il faut comprendre comment se forment les représentations de l'autre, dans ce cas-ci des personnes afrodescendantes, et analyser l'inconscient collectif de la population dite « autochtone ». Or, les discriminations (à l'emploi, au logement, etc.) dont fait l'expérience la population afrodescendante en Belgique est en grande partie un héritage idéologique de l'époque coloniale.

Un des éléments qui contribuent à façonner les représentations des Belges d'origine africaine est le grand nombre de monuments, de statues et de plaques commémoratives à la gloire de la

colonisation, telle cette allégorie du « Génie belge guidant le Congo » dans le parc du cinquantenaire, le Congo y étant bien sûr représenté comme un sauvage nu. Cette imagerie véhicule l'idée de la supériorité raciale et culturelle d'une population sur une autre. Relayée par la presse, des publications, la publicité, elle renforce, dans l'inconscient social, la représentation stéréotypée de l'Africain comme primitif, dangereux, émotionnel, hypersexualisé, désordonné et sale. Comme les femmes, les personnes racisées y sont supposées être plus proches de la nature et de l'animalité, elles sont donc à surveiller et à contrôler.

Dans une précédente analyse de l'IRFAM, Charlotte Poisson explique l'enjeu que représente l'occupation de l'espace public par les femmes migrantes a été souligné : « *Alors que l'espace public est supposé être neutre, ouvert et accessible à toutes et tous, force est de constater que des dynamiques de pouvoirs s'y déroulent qui ne sont que le reflet des inégalités et des rapports de domination présents dans la société* ».

Traditionnellement liée aux études supérieures, l'immigration congolaise en Belgique provient de demandes d'asiles, depuis les années 1990, ou de régularisation de personnes séjournant en Belgique de façon illégale, ainsi que d'une

immigration liée au processus de regroupement familial. Cette immigration est sélective : ce sont les personnes les plus aisées et les plus diplômées de l'Afrique centrale qui arrivent en premier en Europe.

Historiquement, la Belgique a énormément bénéficié de sa colonisation du Congo : sur le plan économique et en termes de prestige international. L'absence de reconnaissance de ce fait, l'absence d'enseignement dans les écoles et auprès du grand public des apports de la population congolaise, crée une grande frustration auprès des ressortissants congolais installés en Belgique, car elle perpétue un rapport colonial qui les empêche de progresser socialement.

À côté de la question des représentations stéréotypées des Afrodescendants vient celle, plus générale, de la représentativité d'une partie de la population, jusqu'ici sous-représentée, voire invisibilisée, dans l'espace public. L'inscription de la grande variété de populations migrantes dans l'espace public belge est un moyen de marquer la légitimité de leur présence et de souligner la richesse culturelle de leurs apports, au sein d'une société désormais multiculturelle.

F La mémoire et les souvenirs collectifs ne sont pas l'histoire

Il y a longtemps que s'est établi un consensus parmi les scientifiques sur les faits : l'histoire de la colonisation est une histoire violente et raciste. Un ouvrage de référence pour le grand public rédigé par un collectif d'historiens, Le Congo colonial : une histoire en questions, a été publié en 2020. Goddeeris, Lauro et Vantemsche, les coordonnateurs de ce livre, y présentent, à l'aide de questions concrètes, les résultats de la recherche scientifique actuelle et offrent un aperçu sur les faits et le contexte

du colonialisme belge. Leur but est d'alimenter une discussion informée et de s'éloigner des prises de positions idéologiques. S'il est vrai que certaines familles de colons belges n'ont que de bons souvenirs d'entente cordiale, de joie et de soirées autour du feu de camp, ces anecdotes sont à replacer dans le contexte idéologique d'une conquête territoriale et d'une exploitation économique aussi systématiques qu'injustifiées.

Le colonialisme est un système qui se caractérise par *la violence, la répression* par les armes de toute forme d'opposition, le *racisme* et la *ségrégation* des populations en présence, *le refus du métissage*, *l'exploitation* économique, un commerce fondé sur la domination, une certaine idée du progrès (qu'un peuple puisse en modeler un autre), *la conquête politique* d'un territoire et *l'appropriation* de toutes ses ressources.

Au départ, le projet colonial belge était un projet personnel du roi Léopold II : son but était de s'enrichir en gagnant de l'argent sur le marché des matières premières, comme le faisaient les autres pays d'Europe. Ce projet de la noblesse et de la bourgeoisie belge n'était pas spécialement populaire auprès de la population, dans une période de grande misère sociale et de revendication pour plus d'égalité. Il a donc été nécessaire de lancer une propagande en sa faveur. C'est ce qu'on a appelé la campagne des trois «C» : selon laquelle la colonisation avait pour mission de *christianiser* les Africains, de les *civiliser*, en luttant contre les pratiques esclavagistes qui avaient encore cours à l'époque, et de faire du commerce. La fin du 19e siècle et le début du 20e siècle ont ainsi été le théâtre d'une rage de construction de monuments et d'édification de statues qui tournent autour de thèmes

principaux, tels que : la gloire de l'empire, les campagnes militaires « civilisatrices » et l'exotisme africain ([Maes et Hajji, 2020](#)).

Une belle vitrine vertueuse a été construite pour habiller une entreprise impériale dont on ne peut plus nier, avec le recul de l'histoire, les côtés les sombres. La parution de l'ouvrage d'Adam Hochschild en 1998, traduit en français en 2007, *Les fantômes du roi Léopold : La terreur coloniale dans l'État du Congo, 1884-1908*, a été un pavé dans la mare. Véritable réquisitoire contre l'administration de l'État indépendant du Congo, ce livre se présente comme une dissection des crimes coloniaux qui ont été perpétrés à l'époque (prises d'otages, châtiments corporels, mains coupées, exécutions sommaires). Si les militaires belges sont allés combattre des marchands d'esclaves au Congo, c'est pour établir à la place un système de travail obligatoire, pour la récolte du caoutchouc et de l'ivoire, qui n'était en rien différent de l'esclavage. Le régime d'exploitation économique se modifie très peu pendant la période coloniale suivante de 1908 à 1960. La lecture du recueil de témoignages de David Van Reybrouck, *Congo, une histoire*, traduit en français en 2012, est édifiante à ce propos. Toute personne qui souhaite regarder notre passé en face ne peut plus se contenter de jeter un voile pudique sur les épisodes peu glorieux de l'histoire de la Belgique en tant que pays colonial.

Le souvenir collectif, pourtant, reste imprégné par la propagande « civilisatrice » qui glorifie la colonisation et en gomme les aspects négatifs. Après le choc de l'indépendance et une longue phase de silence, une bonne partie de la population belge ne voudrait retenir de la période coloniale que « les bienfaits » (santé, école, infrastructures routières) d'un paternalisme dont les colonisés étaient les bénéficiaires. Mais cette vue est une

représentation partielle et simplifiée de la réalité historique. En quoi les « bienfaits » peuvent-ils justifier l'exploitation et les crimes ? De plus, l'image stéréotypée de l'Africain pauvre, ignorant et paresseux est aussi un héritage de cette époque, bien ancré dans l'inconscient collectif belge.



Décoloniser les esprits

Les conséquences psychosociales de la colonisation se transmettent à travers les générations parmi les membres des communautés colonisées, aussi bien que parmi les descendants de ceux qui ont entrepris la colonisation. L'histoire coloniale a un impact profond sur la construction identitaire des individus et des groupes, et en conséquence, sur les rapports de pouvoir qui produisent, encore aujourd'hui, la disqualification des uns au profit des autres.

Comme l'explique l'historienne Mireille-Tsheusi Robert, dans une [lettre ouverte](#) au journal Le Soir, la lutte contre le racisme passe par un examen de l'espace public : « *Parce qu'elles ne sont pas figées dans le passé, mais qu'elles animent notre présent en occupant une place centrale dans une ville dynamique, les statues et autres monuments coloniaux ont un impact sur les représentations que nous avons de l'Autre, l'interculturalité, la cohésion sociale et le vivre-ensemble.* »

Pour nous libérer de l'influence de cette propagande du début du vingtième siècle, il nous faut donc décoloniser nos esprits et notre imaginaire. Comment ?

Premièrement, en enseignant l'histoire coloniale, notre histoire commune, dans toute sa complexité, plutôt que de la passer sous silence. Depuis 2020, une [valise pédagogique](#), accessible aux

enseignants a été mise sur internet. Le film d'animation de Jean-Pierre Griez, *Caoutchouc rouge, rouge coltan*, réalisé en 2018, permet aussi de s'interroger en classe, sur le passé et le présent. Si l'on peut se réjouir du fait que l'histoire coloniale a enfin été intégrée au programme scolaire obligatoire, encore faut-il laisser aux enseignants le temps d'intégrer ces nouvelles matières à présenter dans leur complexité.

«Du côté du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, la volonté politique de généraliser l'enseignement de l'histoire du Congo et de la colonisation dans l'enseignement secondaire existe bien, mais il faudra patienter 2027 pour que le nouveau référentiel du tronc commun qui inclut cet enseignement soit effectif.» (Stalins, 2022)

Deuxièmement, en ouvrant des espaces de discussion et un débat social. Déconstruire la propagande coloniale, c'est aussi questionner le système de domination qu'elle a mis en place. Nombre de monuments et reliques de l'empire colonial sont toujours présents dans l'espace public, même s'ils passent souvent inaperçus, aux yeux du grand public. Quand on attire l'attention sur eux, ils peuvent se transformer en autant d'outils et d'opportunités pour un travail de recontextualisation, c'est-à-dire d'une interprétation alternative de leur signification.

Ce travail, entamé par des associations telles que le Collectif Mémoire Coloniale et Lutte contre les Discriminations (DMDLD) implique un examen critique des récits dominants associés aux monuments qui y inclurait les perspectives multiples et nuancées des différents acteurs en présence. Cette démarche favorise une compréhension plus approfondie de l'histoire et de la diversité des cultures et des expériences, puis qu'elle donne une place aux voix et au point de vue

des groupes marginalisés ou exclus. Cette initiative encourage aussi un dialogue d'égal à égal entre les descendants des colonisateurs et des colonisés qui nourrissent une réflexion critique sur le passé et son impact sur le présent.

Mieux comprendre et relire notre passé commun sert à mettre en lumière ce qu'il nous a laissé en héritage : des mécanismes de discrimination systémique qui perdurent. Construire à leur place une mémoire réconciliée nous mettrait en capacité de nous débarrasser de nos stéréotypes et de nos préjugés, pour créer une société métissée. En effet, parmi les conséquences du passé colonial, il y a aussi un effet sur la population du colonisateur : on ne peut plus parler, à présent, d'une Belgique uniquement blanche, le Belge peut être de toutes les couleurs de peau.



Comment mettre en valeur les vestiges du passé d'une façon critique ?

On peut comprendre que les statues et monuments qui occupent l'espace public de nos villes peuvent être perçus comme autant de symboles de l'oppression et de la colonisation. Ces symboles suscitent indignation et colère de la part des descendants des populations opprimées, comme de la part de toute personne humaniste. Mais le retrait pur et simple des symboles n'abolit en rien ce qui s'est passé, et il pourrait même conduire à un oubli qui ne serait en rien réparateur des torts commis. Pour promouvoir la justice sociale et lutter contre les discriminations, ces symboles peuvent être réévalués et contrebalancés. Par exemple, la statue d'un acteur de la colonisation sera accompagnée d'une mise à l'honneur des personnages historiques des

peuples colonisés et des moments clés de la résistance à la colonisation. Les symboles détournés et recontextualisés deviennent alors l'occasion d'un devoir de mémoire et un moyen de souligner et reconnaître les erreurs du passé.

Les associations de migrants jouent un rôle majeur dans la création d'un débat social autour de l'aménagement de l'espace public. Par exemple, après quinze années d'insistance et de pétition de la part des Afrodescendants, une place Patrice Lumumba a été inaugurée à Bruxelles, le 30 juin 2018. Des œuvres artistiques contemporaines rendant hommage aux personnages clés de la lutte pour l'indépendance seraient aussi bienvenues. Car la population d'une ville multiculturelle comme Bruxelles souhaite un espace public qui lui ressemble et dans lequel elle se sente bien.

Le [CMCLD](#) organise des débats et des visites sur les traces du passé dans plusieurs villes de Belgique : « *L'espace public belge, loin d'être neutre, est un des outils que nous utilisons pour parvenir à réaliser nos objectifs. La propagande coloniale se manifeste au détour des bâtiments, noms de rues, monuments ou encore de plaques commémoratives partout en Belgique. Cet espace public nous permet de restituer l'histoire de la colonisation belge tout en déconstruisant la propagande coloniale encore bien présente dans l'inconscient collectif pour finalement, amener les participants à comprendre et interroger notre société, ainsi que les rapports domination existante. Ces visites guidées sont donc comme des lunettes permettant la lecture du passé pour comprendre le présent et surtout, construire le futur de notre société.* »

L'association [Fémiya](#) organise des visites guidées décoloniales à l'esprit critique bien aiguisé de l'[Africa Muséum](#) de Tervuren, ainsi que des balades féministes et décoloniales à travers Bruxelles. Pour

les nombreux noms de rue attribués à des militaires belges, qui se révèlent être les auteurs de crimes contre l'humanité, combien de noms de rue célèbrent des femmes, combien mettent en valeur l'héroïsme et la résilience des femmes africaines ?

Un compromis à la Belge

Deux institutions structurent l'image de l'Afrique pour la population belge : le zoo d'Anvers et le musée de Tervuren. Les deux institutions sont massivement visitées par les enfants en âge scolaire. Elles contribuent toutes deux à perpétuer l'exotisme et la négrophobie, selon les représentants de la diaspora africaine.

Le nouvel [« Africa Museum »](#) de Tervuren succède à l'ancien musée de l'Afrique centrale, dont le splendide bâtiment incarne la glorification de l'entreprise coloniale. Le nouveau musée, quant à lui, tente toutefois de décoloniser ses collections. Hélas, la tentative donne un bel exemple de compromis à la Belge : malgré l'ambition « décoloniale » affichée, l'initiative reste perfectible, comme le suggère un dossier de la revue [Ensemble](#) qui lui est consacré.

On peut noter en sa faveur que la collection permanente comporte des espaces multimédias et de nombreux écrans qui donnent la parole à des Congolais et à de nombreuses personnes de la diaspora. Cependant, le musée ne pose pas la question de la provenance des nombreux objets de collection exposés. La façon dont ces objets ont été « collectés » par les administrateurs, marchands et missionnaires, qui relèvent souvent du vol pur et simple n'y est pas abordée, alors que la question fait débat dans le cadre des demandes de restitution de patrimoine de la part du pays d'origine. Les objets des collections n'ont pas été

recueillis selon les méthodes ethnographiques qui en restitueraient le contexte et la signification : le plus souvent ces objets ont été confisqués et exportés comme autant de curiosités exotiques ou de butins de guerre.

À travers les objets exposés, un musée peut aussi illustrer l'asymétrie des échanges économiques dans le monde et l'extractivisme colonial. Mais ce point n'est pas dévoilé par l'actuelle muséographie, commente Boris Wastiau, directeur du musée d'Ethnographie de Genève. Par exemple, la grande pirogue qui accueille les visiteurs dans le couloir d'entrée est présentée comme un cadeau de la population congolaise au roi des Belges. L'histoire à l'origine de cet objet est plus nuancée. La pirogue a servi à transporter le roi Léopold III et sa suite, lors d'une visite officielle au Congo en 1959. Elle a été « acquise après négociation » et envoyée en Belgique sur demande du directeur du musée de Tervuren. On peut se demander de quelle réelle marge de manœuvre la population locale avait bénéficié dans la négociation de ce transfert coûteux. Le manque de documentation et d'information sur le point de vue des populations des lieux de fabrication des artefacts et sur leurs modalités d'acquisition est une constante dans les récits d'appropriation de l'époque coloniale.

La section du musée sur les rituels et cérémonies présente un aspect des cultures congolaise, rwandaise et burundaise, à la façon des musées ethnographiques du début du vingtième siècle, où l'on montre de façon « bienveillante » les coutumes (fertilité, mariages, funérailles, etc.) des populations « indigènes » à travers les âges de la vie. L'ethnographie du siècle passé tendait à classer les populations par régions, territoires, langues et cultures particulières. C'est une image statique, figée dans le passé et sans points de

contact avec les préoccupations vécues par les afrodescendants contemporains, préoccupations souvent bien moins ethniques et identitaires que sociales et économiques.

De nos jours, à l'ère des migrations, « l'africanité » est un état d'esprit qui n'est plus lié à une localité particulière, on peut aussi bien « être Kinois » à New York, à Dubaï ou à Bruxelles qu'à Kinshasa, parce qu'on s'identifie à une culture particulière, à un moment de sa vie. Mais chaque individu cultive des identités multiples, et cela diffère d'une génération à l'autre, changeant même au cours d'une vie et des mobilités géographiques.

Rien n'est mis en place dans ce musée pour que le visiteur comprenne les enjeux internationaux des colonisations (contrôle des ressources naturelles) et le contexte économique et politique des décolonisations (celui de la guerre froide). Les débuts chaotiques de l'indépendance du Congo ne sont pas placés en regard du néocolonialisme industriel, plus rentable et plus efficace encore que la période coloniale, sans parler des guerres actuelles dont l'enjeu est le contrôle des minerais nécessaires à la fabrication des technologies de pointe. En fait, suivant l'historien congolais Elikia M'bokolo, on peut dire que la muséologie actuelle de l'Africa Museum (faune, flore, œuvres d'art, etc.) met en scène une approche plutôt touristique du pays, oubliant la diaspora congolaise qui s'est mondialisée.

En résumé, le nouveau musée est une vitrine dans laquelle les membres de la diaspora africaine ne se reconnaissent pas. Même si un comité consultatif avait été mis sur pied dans le processus de rénovation, leurs propositions et suggestions n'ont pas vraiment été prises en compte et les résultats sont décevants, témoigne Billy Kalonji, l'un des initiateurs du comité

consultatif, dans le dossier « [Tervuren, décolonial ?](#) ».



Espace public et mise en valeur des migrations

Selon le sociologue Durkheim, les représentations collectives sont le ciment de la vie sociale, même si leur fondement reste inconscient. Le travail du sociologue vise à révéler cet ensemble de normes et de représentations élaborées collectivement, puis incorporées par les individus, dans une sorte d'inconscient social. Tout l'effort de la société civile sera d'influencer cet inconscient social pour qu'il reflète son aspiration à plus de justice et à l'abandon des préjugés raciaux.

Des associations de migrants investissent l'espace public pour y marquer une présence positive. Par exemple, [AlterBrussels](#) est une association qui a créé des visites guidées alternatives de la capitale, dont le but est de mettre en valeur la diversité humaine de Bruxelles.

Leur *Worldcitytrip*, par exemple, est un voyage à la rencontre du « Bruxelles des autres », les immigrants qui viennent du monde entier et qui enrichissent la ville. Ce parcours permet aux visiteurs de voir la ville à travers les regards des immigrés, sur plusieurs générations, et de se rendre compte que nous sommes tous issus d'une mixité de cultures. Les visites incluent une introduction à l'histoire de la communauté visitée, des ateliers culturels (allant de l'initiation à un instrument de musique, d'une technique particulière à un artisanat typique) pour permettre aux voyageurs de s'initier à la culture de l'Autre. Des rencontres avec des habitants, des témoignages, une introduction au dialogue interreligieux, aux croyances et rites ou aux lieux

particuliers des communautés visitées sont au programme. La visite comprend aussi la découverte d'artistes, de personnalités et d'auteurs bruxellois, issus des communautés visitées, ainsi que des dégustations de mets typiques ou du shopping « ethnique » : le bout du monde au coin de la rue.

Le *Soulcitytrip* est quant à lui un voyage de découverte philosophique, à travers la spiritualité, les rites et pratiques culturelles et religieuses. C'est l'occasion pour les visiteurs de s'informer plus profondément sur la foi et les croyances des autres et de partager des moments clés des autres religions. Vivre une Pâque orthodoxe, une homélie chrétienne, la cérémonie de la rupture de jeûne musulman, une cérémonie hindoue ou d'autres rituels sacrés dans le respect et l'harmonie : tout l'éventail de la spiritualité bruxelloise. Le but de ce parcours est de partager avec les Bruxellois de toute origine un instant privilégié de leur vie intérieure et d'acquérir les clés pour sa compréhension. Il s'agit aussi de découvrir qu'il y a plus de similarités que de différences entre les peuples et les cultures.

Ces visites s'adressent aussi bien aux touristes qu'aux Bruxellois qui voudraient aller à la rencontre de la diversité culturelle de leur ville et accroître la bienveillance des uns par rapport aux autres.

L'association AlterBrussels organise également la formation des guides ou « passeurs de cultures », ainsi que des formations pour personnes primo-arrivantes afin de les inclure dans la vie bruxelloise. Ces activités incluent des visites de musées, d'expositions, des rencontres d'habitants, des balades guidées en différentes langues, etc. dans le but de faire connaître et valoriser la diversité bruxelloise, de contribuer à une plus

grande aisance des nouveaux venus à Bruxelles, ainsi qu'à plus cohésion sociale. L'association ambitionne de la sorte de contribuer à la participation de tous à la vie urbaine.

L'historienne Chantal Kesteloot, spécialiste de l'histoire de Bruxelles, remarque « *qu'il n'existe quasi aucun nom de rue rendant hommage à des personnes issues de l'immigration. Or, Bruxelles aujourd'hui est aussi le fruit de ces acteurs-là (...).* Les personnes qui construisent le Bruxelles d'aujourd'hui et de demain ont aussi droit à un espace public qui leur ressemble et dans lequel ils se sentent bien. Si demain nous voulons aller vers une société plus apaisée, des rapports moins tendus, moins crispés, il faut aussi que nous réfléchissions à la façon d'aménager notre espace public autrement » ([Truddaïu, 2023](#)).



Conclusion

L'espace public est en perpétuelle évolution et se doit de refléter toutes les populations qui l'habitent : il doit donc évoluer vers plus d'inclusion et de diversité. De plus en plus de [villes et communes européennes](#) mettent en place des événements ou lancent des appels à projets qui visent à réduire les discriminations et à améliorer le « vivre-ensemble ». L'intention est d'y impliquer

des structures associatives locales et les acteurs et actrices des communautés afrodescendantes.

L'IRFAM s'est impliqué, en partenariat avec d'autres associations, dans des projets, par exemple, en réponse à un appel à projets de la ville de Namur. Mais la concrétisation de ces actions souffre d'attente et de manque de financement. Les lenteurs administratives seraient-elles, elles aussi, symptomatiques de discriminations structurelles ?

S'approprier l'espace public est un facteur d'intégration et d'affirmation de soi, de la part des minorités qui subissent des discriminations socio-économiques. C'est aussi une façon de changer le regard que portent les Belges « de souche » sur les « autres » résidents de leurs villes, afin d'influencer cet inconscient social qui est à la source des attitudes discriminatoires.

Il est plus que temps pour la Belgique de faire son deuil de la grandeur coloniale et de s'ouvrir à une nouvelle forme de multiculturalité qui donne une place digne et équitable à toutes les personnes qui contribuent et pourraient contribuer encore plus, par leur travail et leurs soins, au bon fonctionnement d'une société de plus en plus diversifiée.

Bibliographie

- Hochschild A. (2007), *Les fantômes du roi Léopold : La terreur coloniale dans l'État du Congo, 1884-1908*, Paris : Tallandier.
- Goddeeris I., Lauro A. et Vantemsche G. (2020), *Le Congo colonial : Une histoire en questions*, Bruxelles : La renaissance du Livre.
- Maes R. et Hajji A. (2020), « Symboles coloniaux dans l'espace public : la statue qui cache la forêt? », dans *Revue nouvelle*, n° 5, p. 7-12.
- Van Reybrouck D. (2012), *Congo, une histoire*, Arles : Actes Sud.